

Rapport de synthèse sur le Cinquantenaire des Indépendances (Burkina Faso): Quelles alternatives africaines pour sortir de l'immobilisme et du désespoir ?

«~Le cinquantenaire intervient dans un contexte africain de crise quasi généralisée qui se manifeste sous une triple forme~: Crise du principe des États nation; Crise multiforme de la société; crise des systèmes et des fondements économiques. Paradoxalement, émergent dans les collectivités territoriales des dynamiques nouvelles mais malheureusement peu valorisées et insuffisamment prises en compte dans les processus institutionnels. En effet, la gouvernance locale se construit en marge de ces dynamiques et risque de tomber progressivement dans la même pane que l'État. Il apparaît alors impératif de s'interroger sur les processus institutionnels en cours et leur adéquation avec les dynamiques sociales, les règles et principes du vivre-ensemble auxquels se réfèrent préférentiellement les communautés.~»

C'est ce qui a motivé le Laboratoire Citoyennetés et l'Alliance pour refonder la gouvernance à organiser ce forum multi-acteurs qui se voulait un cadre de dialogue, de partage d'expériences mais aussi d'interpellation sur la nécessité de repenser les fondement institutionnels autour desquels se construisent les Etats africains postcoloniaux. Placé sous le parrainage du Maire de Koudougou, Seydou Zagré, ce forum a drainé du beau monde venu du Bénin, du Mali, du Sénégal, de la Guinée Bissau et du Burkina Faso. Ces participants sont entres autres des représentant des départements ministériels, de l'Assemblée nationale, des conseils communaux, des centres de recherche, des universités, de la société civile, des communautés religieuses et coutumière, etc.

Pour le Président du Laboratoire Citoyennetés, Raogo Antoine Sawadogo, a, après avoir rendu hommage aux héros de l'Indépendance dont le combat nous vaut aujourd'hui les souverainetés nationales, a invité les générations actuelles à s'engager dans la quête d'un État africain capable de relever trois défis majeurs pour le prochain cinquantenaire. Il s'agit d'abord de partir du local pour ancrer les projets politiques dans le quotidien des populations. Ensuite, il faut relever le défi d'assurer à tous les citoyens une sécurité humaine à travers le processus décentralisation qui offre des opportunités d'améliorer la production et la délivrance des services publics de base. Enfin, il faudra renforcer les processus d'intégration en décroissant les territoires et les politiques sectorielles en vue de susciter un fort sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui transcende les frontières arbitraires héritées de la colonisation. Pour lui, «~le Présent Forum se veut une occasion de jeter un regard prospectif sur le parcours à réaliser sur les prochains 50 ans. Le défi pour notre génération est, de mon point de vue, de nous engager résolument et courageusement vers le renforcement de l'État. Le cinquantenaire des indépendances est une opportunité historique pour renouveler les citoyennetés, engager un processus inclusif de reconstruction de l'Etat en partant du local et en construisant des espaces ouverts qui transcendent les frontières et permettent une plus grande mobilité des populations.~»

C'est dans le même sens qu'a abondé le Maire Seydou Zagré de Koudougou, pour qui «~La gouvernance, surtout locale, est un processus d'apprentissage permanent, une construction patiente et concertée. C'est un processus dynamique qui s'enrichit à l'épreuve des évolutions et des conjonctures sociopolitiques tant au niveau local, national qu'international. (...) En nous invitant à la réflexion sur quelles projections pour le prochain cinquantenaire, le Laboratoire et l'Alliance nous interpellent. Ils nous rappellent aussi que dans l'espace public local constitue la pierre angulaire dans la recherche d'un renouveau politique et institutionnel en Afrique, à condition bien que qu'il soit articulé aux niveaux national, régional et internationale En ma qualité d'autorité

locale, je ne peux que me réjouir de cet appel à consacrer au local toute sa place dans les réflexions sur l'ingénierie institutionnelle, le développement social et économique.~»

D'éminentes personnalités du monde universitaire et de la recherche mais aussi de la politique ont pendant une journée, tenu les participants en haleine avec des contributions orientées essentiellement la refondation de l'État en partant d'une nouvelle ingénierie institutionnelle permettant de réconcilier l'État avec la société, les institutions avec les citoyens, tirant sa sources au cœur des préoccupations et des réalités des populations à la base. Parmi ces personnalités, on retiendra entre autre, Henrique Pereira Rosa, ancien président de la Guinée-Bissau et Président du Conseil de l'Alliance, le Député Lassané Savadogo, les enseignants d'université Luc Marius Ibriga et Bruno Doti Sanou (Burkina Faso), Adolphe Kpatchavi (Bénin), Kadari Traoré (Mali), des maires du Burkina, du Bénin et du Mali, des experts consultants venus des mêmes pays et du Sénégal. Étaient également présents des partenaires techniques et financiers notamment la coopération suisse au Burkina (qui a financé le forum) et du Bénin, l'organisation néerlandaise de développement (SNV) du Burkina et du Mali. Enfin, ce forum a connu la participation de représentants des départements ministériels, de l'Assemblée nationale et des organisations de la société civile.

Au terme d'une journée de débats riches les participants, tout en saluant l'initiative du Laboratoire Citoyennetés et de l'Alliance ont recommandé que les débats engagés à Koudougou puissent servir de base pour des réflexions plus ciblées afin de contribuer à des réformes politiques et institutionnelles à même de permettre aux populations et aux gouvernants africains d'aborder avec sérénité le prochain cinquantenaire. En somme il s'agit de «~contribuer à l'émergence d'alternatives africaines permettant de sortir de cette «~impression d'immobilisme, voire de régression que suscite bien souvent la seule évocation de l'Afrique, entretenant le sentiment, destructeur par anticipation que tout a été tenté et que plus rien n'est possible~». (O. SY, 2009) Il en résulte la nécessité d'élargir les approches classiques de bonne gouvernance en intégrant les spécificités locales, les principes que reconnaissent les sociétés et auxquels elles aspirent. Il s'agit de repenser la gouvernance, non pas sur la seule base des préoccupations technico-gestionnaires des institutions internationales mais, bien plus, en partant des savoirs et valeurs communautaires qui constituent aujourd'hui encore des recours lorsque les institutions épuisent leurs capacités d'arbitrage des situations crises~». (Cf. Note de cadrage du forum).